**Important**

**Important**

Le présent document est utilisé pour engager un prestataire de services dont le mandat sera de réaliser une campagne d’auscultation de niveau réseau de 100 % des chaussées (pavées et gravelées [avec ou sans traitement de surface]) ainsi qu’une inspection des ponceaux et des autres actifs routiers pour le compte d’une municipalité régionale de comté (MRC[[1]](#footnote-2)) ou d’une municipalité.

Ce document constitue un aide-mémoire pour le rédacteur du devis. Il ne doit pas être utilisé dans son intégralité sans une lecture et une adaptation, par le concepteur, au contexte du mandat. Au besoin, certains passages proposés doivent être modifiés ou adaptés aux particularités du mandat et d’autres encore doivent être rédigés et ajoutés au devis.

* Les zones de texte bleu sur fond grisé constituent des notes à l’intention du rédacteur et ne doivent pas apparaître au devis final.
* Les champs surlignés en turquoise sont des options pour la MRC ou la municipalité.
* Les champs surlignés en jaune doivent être remplis selon les particularités du contrat.
* Le titre du devis doit être modifié selon les besoins du projet.
* Pour imprimer la version définitive, veuillez-vous assurer que l’option Texte masqué dans Outils 🡪 Options 🡪 Impression est décochée, sinon les zones grisées s’imprimeront.

Ce devis type propose des clauses contractuelles afin de respecter les modalités d’application du Programme d’aide à la voirie locale et, plus particulièrement, celles relatives à l’élaboration d’un plan d’intervention. Le contenu des clauses marquées de <xxxx> doit être reproduit intégralement dans le devis d’appel d’offres de la MRC.

Toutes les références doivent être validées par le rédacteur.

***EXEMPLE d’un***

DEVIS type DE SERVICES PROFESSIONNELS

**ÉLABORATION D’UN PLAN D’INTERVENTION (PI)**

**MRC DE XXX**

|  |  |
| --- | --- |
| Date du devis : 20\_\_-\_\_-\_\_ | Numéro de dossier : \_\_\_\_\_\_\_ |

1. OBJET DU CONTRAT

Le présent mandat consiste à produire, pour le compte et à la satisfaction de la municipalité régionale de comté de XXX (MRC), en version définitive jugée recevable par le ministère des Transports du Québec (Ministère), un plan d’intervention.

Le contrat est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec sont seuls compétents.

1. Localisation

Les services du prestataire de services sont retenus pour le territoire correspondant à celui de la MRC de XXX, faisant partie de la circonscription électorale de XXX et de la région administrative de XXX.

*Remarque : La MRC peut inclure la liste des municipalités faisant partie du présent mandat.*

1. Mandat

Le mandat consiste à élaborer un plan d’intervention en infrastructures routières locales, conformément aux exigences des *Modalités d’application 2021-2024 du Programme d’aide à la voirie locale* (les modalités) et du *Guide d’élaboration d’un plan d’intervention 2021-2024* (le guide) du Ministère.

Le plan d’intervention doit être conforme aux règlements de la MRC de XXX ainsi qu’à toute autre loi ou à tout autre règlement applicable, notamment :

* la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C‑19), particulièrement les articles 573 et suivants concernant les règles d’adjudication des contrats municipaux;
* le Code municipal du Québec (RLRQ, chapitre C-27.1), particulièrement les articles 936.0.1.1 et suivants concernant les règles d’adjudication des contrats municipaux;
* XXX.

Remarque : Pour obtenir plus d’information sur les règles d’adjudication des contrats municipaux, les MRC peuvent consulter le site Web du ministère des Affaires municipales et de l’Habitation (MAMH) à l’adresse : <https://www.mamh.gouv.qc.ca/gestion-contractuelle/gestion-contractuelle/>

1. MODALITÉS D’ADJUDICATION

Le contrat sera accordé au soumissionnaire dont le prix forfaitaire est le plus bas lorsque le plan de travail détaillé provisoire soumis sera approuvé par le Ministère.

Remarque : Le plan de travail détaillé provisoire fait l’objet d’une vérification en matière de conformité aux exigences de la section 2.7.1 des modalités d’application du programme. Lorsque le Ministère juge le plan de travail détaillé provisoire conforme, il informe la MRC de son approbation.

1. Règles de présentation des biens livrables
   1. Généralités

Les règles de présentation et d’impression des biens livrables demandés, décrites ci‑après, doivent être respectées.

Tous les fichiers textes doivent être conçus à l’aide d’un logiciel compatible avec ceux utilisés par la MRC.

À chaque étape de dépôt de documents, le prestataire de services doit transmettre un CD, un DVD ou une clé USB contenant l’ensemble des fichiers en format PDF. De plus, la version provisoire de chaque document doit être transmise en format Word ou Excel, lorsque cela est requis. Tous les fichiers de figures, de cartes et d’images doivent également être inclus en format JPEG pour faciliter leur utilisation lors d’une présentation (PowerPoint) ou pour la publication sur un site Web. Les fichiers de données brutes et traitées doivent être inscrits dans des fichiers Excel, et un logiciel de lecture doit être inclus.

L’identification des fichiers doit permettre un classement respectant l’ordonnancement réel des rapports et comprendre la date de la dernière version du fichier.

* 1. Résumé : versions et copies

Pour chacun des documents et leurs versions, le nombre d’exemplaires que le prestataire de services doit fournir à la MRC est indiqué dans le tableau suivant.

Le prestataire de services doit fournir une copie des fichiers contenant l’ensemble des données d’auscultation et d’inspection des ponceaux et d’autres actifs routiers conforme aux exigences du *Guide d’élaboration d’un plan d’intervention 2021-2024*.

Tous les documents provisoires doivent être soumis à la MRC pour commentaires et approbation.

Tableau 1.Documents à produire

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **DOCUMENT** | **VERSION** | **COPIE PAPIER** | **CD/DVD** |
| 1. Plan de travail détaillé | Provisoire  Définitif | 5  5 | 1  2 |
| 2. RAPPORTS D’ÉTAPE | | | |
| Rapport d’étape 1 (étapes 1 et 2) | Provisoire  Définitif | 5  10 | 1  1 |
| Rapport d’étape 2 (étapes 3 et 4) | Provisoire  Définitif | 5  10 | 1  1 |
| Rapport d’étape 3 (étapes 5 et 6) | Provisoire  Définitif | 5  10 | 1  1 |
| 3. Plan d’intervention en infrastructures routières locales | Provisoire  Définitif | 5  10 | 1  2 |

1. Biens livrables
   1. Généralités

Les biens livrables doivent être préparés selon les règlements et les lois en vigueur ainsi que selon les règles établies par le Ministère. Le prestataire de services doit fournir les biens livrables aux dates prévues au contrat en respectant l’échéancier établi au plan de travail détaillé.

* 1. Plan de travail détaillé provisoire

Le plan de travail détaillé provisoire, transmis au Ministère **pour approbation**, doit présenter :

* la méthodologie proposée pour réaliser chacune des sept étapes d’élaboration du plan d’intervention en infrastructures routières locales;
* les données descriptives minimales et souhaitables relatives aux chaussées (pavées et gravelées) et aux ponceaux;
* les caractéristiques qui seront recueillies concernant la surface des chaussées pavées;
* la ou les techniques d’auscultation des chaussées (pavées et gravelées);
* la démarche utilisée pour établir le diagnostic relatif à l’auscultation des chaussées (pavées et gravelées) et à l’inspection des ponceaux et des autres actifs routiers;
* un plan d’assurance de la qualité comprenant une description des équipements utilisés et de leurs caractéristiques, les procédures d’étalonnage des équipements et de validation des données, etc.;
* la présentation des membres de l’équipe de travail et la répartition des tâches assumées par chacun pour chaque étape et chaque activité;
* un calendrier d’exécution du mandat, comprenant un délai de 30 jours pour l’analyse effectuée par le Ministère ainsi que la date de dépôt du plan de travail détaillé définitif retenu par la MRC et la date de dépôt du plan d’intervention;
* l’évaluation des coûts d’élaboration du plan d’intervention en infrastructures routières locales.
  1. Rapports d’étape

Le plan de travail détaillé provisoire pour réaliser chacune des sept étapes d’élaboration du plan d’intervention en infrastructures routières locales doit prévoir le dépôt d’un rapport d’étape après les étapes 2, 4 et 6.

Le prestataire doit fournir minimalement, dans chaque rapport d’étape, l’information faisant état à la MRC des éléments suivants :

* un état de situation décrivant les actions entreprises, les travaux effectués et les résultats obtenus;
* le respect de l’échéancier (biens livrables, réunions de suivi);
* toute autre information pertinente.
  1. Plan d’intervention définitif

Le plan d’intervention provisoire est transmis au Ministère pour vérification de la conformité aux exigences contenues dans les documents suivants :

* les *Modalités d’application 2021-2024 du Programme d’aide à la voirie locale d’intervention*;
* le *Guide d’élaboration d’un plan d’intervention 2021-2024*;
* le plan de travail détaillé provisoire accepté par le Ministère.

Si le contenu du plan d’intervention provisoire est non conforme, incomplet ou imprécis, la MRC en sera informée par écrit par le Ministère.

La MRC considère comme finale la réception du plan d’intervention définitif lorsque le prestataire de services a satisfait, sans aucune réserve, aux demandes de renseignements additionnels ou de corrections faites par le Ministère.

Remarque : Il incombe au donneur d’ouvrage de préciser l’échéancier de production pour le dépôt des trois rapports d’étape.

* 1. Ordres du jour et comptes rendus

Le prestataire de services doit préparer un ordre du jour et un compte rendu pour chacune des réunions tenues avec la MRC.

1. Calendrier d’exécution et de suivi du mandat
   1. Généralités

En plus des communications régulières et des rencontres de travail entre la MRC et le prestataire de services, la tenue des réunions prévues au plan de travail détaillé provisoire doit être adaptée à l’avancement des travaux.

* 1. Réunion de démarrage

Exceptionnellement, la tenue de cette réunion est planifiée par la MRC. Lors de la réunion de démarrage, le prestataire de services présente le plan de travail détaillé provisoire tel qu’il a été approuvé par le Ministère.

Au plus tard 14 jours après la réunion de démarrage, le prestataire de services doit transmettre à la MRC la version du plan de travail détaillé provisoire intégrant les commentaires de la MRC. Le plan de travail détaillé provisoire est alors considéré comme définitif.

Remarque : Il incombe au donneur d’ouvrage de préciser le lieu et la date de cette réunion.

* 1. Réunions de suivi

Par la suite, les réunions de suivi se tiendront selon le calendrier établi au plan de travail détaillé définitif dans lequel la date de dépôt de la version provisoire du plan d’intervention au Ministère ne peut pas être modifiée.

Le prestataire de services doit prévoir toute autre réunion qu’il juge nécessaire, y compris les rencontres additionnelles que la MRC pourrait juger pertinentes.

Le prestataire de services est responsable de l’organisation des réunions de suivi, des convocations, de la préparation de la documentation ainsi que de la rédaction des ordres du jour et des comptes rendus.

Un délai de 14 jours est accordé au prestataire de services pour la production de la version préliminaire du compte rendu suivant chaque réunion.

* 1. Rapports d’étape

Le prestataire de services doit transmettre à la MRC une version provisoire de chaque rapport d’étape à la date prévue dans l’échéancier du plan de travail détaillé définitif.

Au plus tard 14 jours après le dépôt de la version provisoire de chaque rapport d’étape, le prestataire de services doit transmettre la version définitive à la MRC, modifiée selon les commentaires de cette dernière.

* 1. Plan d’intervention

À la suite de l’acceptation par la MRC du troisième rapport d’étape, le prestataire de services doit transmettre à la MRC la version provisoire du plan d’intervention en infrastructures routières locales selon le calendrier établi dans le plan de travail détaillé définitif.

Au plus tard 14 jours après la réception de la version provisoire du plan d’intervention, la MRC doit transmettre ses questions et ses commentaires au prestataire de services.

Au plus tard 21 jours après la réception des questions et des commentaires de la MRC, le prestataire de services doit transmettre à cette dernière la version provisoire révisée du plan d’intervention en infrastructures routières locales, modifié selon les questions et les commentaires de la MRC.

Au plus tard 21 jours après la réception des commentaires de la MRC et du Ministère, le prestataire de services doit transmettre à la MRC la version définitive du plan d’intervention en infrastructures routières locales.

Le plan d’intervention doit notamment présenter la synthèse des rapports de chacune des étapes.

1. Caractéristiques du terRitoire

La MRC décrit le réseau routier faisant l’objet du plan d’intervention.

Remarque : À remplir par la MRC. Dans cette section, la MRC doit décrire les principales caractéristiques du territoire (évaluer le nombre de ponceaux et la proportion de routes revêtues et non revêtues).

1. RESSOURCES HUMAINES
   1. Prestataire de services

Le prestataire de services doit posséder une expérience significative dans la réalisation de plans d’intervention, d’études économiques et de schémas d’aménagement et de développement du territoire ainsi qu’en planification des transports.

Le prestataire de services doit avoir réalisé au moins trois mandats de nature et d’envergure similaires.

* 1. Chargé de projet du prestataire de services

Le chargé de projet doit être un ingénieur et posséder au moins huit années d’expérience dans la réalisation de mandats de planification en matière d’infrastructures routières et au moins cinq années d’expérience de direction d’une équipe multidisciplinaire.

Il doit également avoir participé à la réalisation d’au moins deux autres mandats relatifs aux infrastructures de transport, plus particulièrement liés à la conception de projets de réfection de chaussées pavées ou gravelées.

En cours de réalisation de mandat, tout changement de chargé de projet doit être soumis à la MRC pour approbation.

* 1. Équipe professionnelle

Le prestataire de services doit affecter à la réalisation du plan d’intervention les professionnels, les ingénieurs, les techniciens et le personnel de soutien appropriés afin de produire les biens et les services requis dans le contrat. Lors de leur affectation au mandat, ces ressources doivent posséder les années d’expérience suivantes.

Professionnels

* Cinq années pour un géographe physique, un économiste spécialisé dans la réalisation d’études et d’enquêtes économiques, un urbaniste ou toute autre profession pertinente.

Ingénieurs

La MRC demande au prestataire de services d’assurer la présence des ressources ingénieurs suivantes :

* un ingénieur possédant au minimum huit années d’expérience pertinente en auscultation automatisée des chaussées (traitement, analyse de données de dégradation de chaussées, contrôle et assurance de la qualité) afin d’analyser les données, de poser le diagnostic des dégradations et de proposer les interventions appropriées. De plus, il devra posséder au moins une expérience en optimisation des interventions et en développement de stratégies d’intervention en fonction des budgets disponibles;
* un ingénieur possédant deux années d’expérience dans le domaine des chaussées gravelées;
* un ingénieur possédant deux années d’expérience en supervision et en inspection des ponceaux. Il doit détenir l’accréditation nécessaire et avoir réussi la formation portant sur l’inspection des ponceaux. Il doit confirmer les résultats obtenus sur le terrain et donner son avis sur les cas que les inspecteurs lui confient;
* un ingénieur possédant deux années d’expérience en supervision d’inspections des autres actifs routiers;
* dans les cas où des passerelles ou des murs de soutènement doivent être inspectés, la présence d’un ingénieur sera requise. Ce dernier doit respecter les exigences prévues au programme d’inspection des structures du MTQ. Cette inspection ne peut pas être déléguée;
* un ingénieur en circulation, en sécurité routière, en planification des transports ou en conception routière possédant deux années d’expérience.

Les ingénieurs possédant de l’expérience dans les différents domaines d’auscultation et d’inspection pourront effectuer la supervision selon les dates des différentes auscultations et inspections.

Techniciens et autres types de ressources

* La personne responsable des relevés automatisés et manuels doit posséder un minimum de cinq années d’expérience dans les relevés à haut rendement en mode réseau.
* Une équipe de deux personnes sera mandatée afin de réaliser les inspections sur les ponceaux, et au moins une personne de l’équipe doit avoir réussi l’examen prévu lors de la formation prescrite au *Manuel d’inspection des ponceaux* du MTQ*.* L’expérience requise pour cette ressource est d’au moins une année. Un ingénieur spécialiste du domaine doit superviser et confirmer les résultats obtenus par les inspecteurs sur le terrain.
* Une personne au fait des normes, notamment en ce qui concerne les glissières de sécurité, et possédant au minimum une année d’expérience sera responsable des inspections des autres actifs routiers.
* Au besoin, le prestataire de services pourra s’adjoindre les services d’autres ressources de professions pertinentes dans la réalisation d’études supplémentaires qu’il doit expliquer et justifier.
  1. Sous-traitance

Le prestataire de services peut recourir aux services d’un sous-traitant en matière de ressources humaines et matérielles. À cet effet, il doit en informer la MRC dans sa soumission.

1. RESSOURCES MATÉRIELLES
   1. Matériel fourni par le prestataire de services

Le prestataire de services doit disposer de tout l’équipement (locaux, véhicules, etc.) nécessaire pour exécuter le contrat dans les délais prescrits.

* 1. Matériel fourni par la MRC

Remarque : Facultatif. À préciser.

1. Période de validité de la soumission

La période de validité des soumissions doit être minimalement de 90 jours afin d’assurer un délai minimal de 45 jours au Ministère pour l’approbation du plan de travail détaillé provisoire*.*

1. RÉMUNÉRATION
   1. Mode de rémunération

Pour l’exécution complète du mandat faisant l’objet du présent contrat, le prestataire de services recevra l’équivalent d’un montant forfaitaire présenté dans sa soumission de prix comprenant tous les frais directs et indirects inhérents au mandat.

* 1. Modalités de paiement

Le montant forfaitaire prévu dans le contrat est payable au prestataire de services en deux versements répartis de la façon suivante :

* 30 % du montant forfaitaire soumis, lors de l’approbation par la MRC de la version définitive du plan de travail détaillé;
* le solde des dépenses engagées pour l’élaboration du plan d’intervention, jusqu’à concurrence du montant forfaitaire préalablement autorisé par le Ministère, lorsque la version définitive du plan d’intervention et les pièces justificatives de la reddition de comptes sont jugées recevables par la MRC et le Ministère.

1. Formation et esprit du contrat
   1. Collaboration du prestataire de services

Le prestataire de services s’engage à collaborer entièrement avec la MRC et le Ministère dans l’exécution du contrat et à tenir compte des demandes de précisions relatives aux méthodes de travail utilisées.

* 1. Modification au contrat

La MRC se réserve le droit de modifier unilatéralement, au moyen d’un avis écrit, une clause entière ou partielle du contrat confiée au prestataire de services sans toutefois changer l’objet du contrat. Si la modification a pour effet d’augmenter la tâche confiée au prestataire de services, le délai d’exécution et la rémunération du prestataire de services seront modifiés en conséquence, par avenant au présent contrat, à la suite d’une négociation entre les deux parties. Cet avenant fera partie intégrante du contrat.

1. Références bibliographiques
   1. Généralités

À moins d’indication contraire, toute référence à quelque texte que ce soit (loi, règlement, norme, devis, guide, etc.) constitue un renvoi au texte tel qu’il existe au moment de l’ouverture de la soumission.

Le prestataire de services doit, à ses frais, se procurer et regrouper les documents de référence requis dans le cadre du présent projet, sauf ceux fournis par la MRC ou le Ministère.

* 1. Documents du Ministère

Pour la préparation du mandat décrit dans le présent devis, le Ministère rend disponibles, sur son site Web[[2]](#footnote-3), les documents suivants :

* *Guide d’élaboration* *d’un plan d’intervention 2021-2024;*
* *Modalités d’application 2021-2024 du Programme d’aide à la voirie locale.*

Le Ministère rend également disponibles plusieurs autres documents par l’entremise des Publications du Québec[[3]](#footnote-4) pour la préparation du mandat décrit dans le présent devis :

* *Guide de mesure et d’identification des dégradations des chaussées souples* (2007);
* *Manuel d’inspection des ponceaux* (2019), pour les ponceaux dont l’ouverture est de moins de 3 000 mm;
* *Manuel d’inspection des structures*, pour les murs et les passerelles municipales non inspectés par le MTQ.

La MRC s’engage à transmettre au prestataire de services, au moment où elle autorise le début du mandat, toutes les données dont elle dispose relativement au mandat.

Tous les documents (cartes, photographies aériennes, etc.) utilisés par le prestataire de services pour réaliser cet exercice doivent être remis à la MRC à la fin du mandat.

1. Obligations et responsabilités du prestataire de services

Il est de la responsabilité du prestataire de services de prendre connaissance des modalités d’application du Programme d’aide à la voirie locale et des documents afférents.

* 1. Droits d’auteur

Le prestataire de services doit céder et fournir à la MRC tous les droits d’auteur sur tous les documents (bases de données, cartes, vidéos, logiciels, plans de comptage, etc.) conçus en vertu du présent contrat. Cette cession de droits d’auteur est consentie sans limite de temps ou de territoire ni de quelque nature que ce soit.

Toute considération pour la cession de droits d’auteur consentie en vertu du présent contrat est incluse dans la rémunération.

Le prestataire de services doit attester qu’il est titulaire de tous les droits lui permettant d’exécuter le présent contrat et, notamment, de consentir la cession des droits d’auteur prévue dans le présent article. De plus, il doit offrir une garantie à la MRC contre tout recours et toute réclamation, demande, poursuite et autre forme de procédure entamée par toute personne relativement à l’objet de ces garanties.

* 1. Propriété matérielle

Les travaux réalisés par le prestataire de services en vertu du présent contrat, y compris les rapports d’étape, les plans et autres documents, deviendront la propriété entière et exclusive de la MRC, qui pourra en disposer à son gré.

* 1. Conflits d’intérêts

Le prestataire de services accepte d’éviter toute situation qui mettrait en conflit son intérêt personnel et l’intérêt de la MRC. Si une telle situation se présente, le prestataire de services doit immédiatement en informer par écrit la MRC, qui pourra, à sa discrétion, émettre une directive indiquant au prestataire de services comment remédier à ce conflit d’intérêts ou, le cas échéant, résilier le contrat.

Le présent article ne s’applique pas à un conflit pouvant survenir quant à l’interprétation ou à l’application du contrat.

* 1. Confidentialité

Le prestataire de services s’engage à ce que ni lui ni aucun de ses employés ne divulguent, sans y être dûment autorisés par la MRC, les données, les analyses ou les résultats contenus dans les rapports réalisés en vertu du contrat ou toute autre information obtenue au cours de l’exécution du mandat.

* 1. Responsabilité du prestataire de services pour dommages causés

Le prestataire de services sera tenu responsable de tout dommage causé par lui, ses employés, ses agents, ses représentants ou ses sous-traitants dans le cours ou à l’occasion de l’exécution du présent contrat, y compris les dommages résultant d’un manquement à un engagement pris en vertu du présent contrat.

Le prestataire de services s’engage à indemniser, à protéger et à prendre fait et cause pour la MRC contre tout recours et toute réclamation, demande, poursuite et autre procédure effectuée par toute personne en raison de dommages ainsi causés.

1. résiliation et Pénalités
   1. Chargé de projet

Si une ressource devait être remplacée, le prestataire de services devrait proposer une ressource dont le niveau d’expérience serait au moins équivalent à la ressource initialement désignée et assumer, à ses frais, le transfert des connaissances. Autrement, la MRC serait en droit de refuser le remplacement, et le prestataire de services devrait poursuivre les travaux avec la ressource initiale, à défaut de quoi le contrat pourrait être résilié.

* 1. Rapports d’étape

À défaut de respecter les délais de remise des rapports d’étape, le prestataire de services encourt une pénalité de 500 $ pour chaque jour de retard. La MRC peut déduire cette pénalité des sommes dues au prestataire de services.

* 1. Plan d’intervention

À défaut de respecter les délais de remise des versions provisoires et définitive du plan d’intervention prévus dans le présent contrat, le prestataire de services encourt une pénalité de 1 000 $ pour chaque jour de retard. La MRC peut déduire cette pénalité des sommes dues au prestataire de services. Ce dernier est mis en demeure par le simple écoulement du temps prévu dans le présent contrat pour s’acquitter de ses obligations.

1. Communications à l’externe

La MRC est la seule autorisée à prendre contact avec les médias ou à leur fournir de l’information. Le prestataire de services et son personnel doivent collaborer au besoin avec le responsable des communications de la MRC pour toutes demandes de renseignements liées au présent mandat.

1. DURÉE DU CONTRAT

Le présent contrat prend fin lorsque la version définitive du plan d’intervention est jugée recevable par la MRC et le ministère des Transports. Toutefois, le dépôt de la version provisoire du plan d’intervention ne peut pas excéder 18 mois à compter de la date d’envoi de la lettre attestant l’acceptation de la demande d’aide financière par le ministère des Transports, sauf si ce dernier autorise un délai supplémentaire.

1. SIGNATURE ET DATE DU DEVIS

Il est important d’informer les soumissionnaires du nom et des coordonnées du responsable ou de son représentant de la gestion contractuelle en ce qui concerne toute demande de précisions sur l’appel d’offres. Les signataires du devis sont d’ailleurs invités à rediriger les demandes d’information à la MRC, qui s’assurera que l’ensemble des prestataires de services dispose de la même information avant de présenter une soumission.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Préparé par :  (Nom) |  | Date |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Vérifié par :  (Nom) |  | Date |

1. Dans le devis de services professionnels, le terme *MRC* renvoie à la liste complète des MRC et des autres organismes admissibles présentée en annexe du document *Modalités d’application du Programme d’aide à la voirie locale 2021-2024.* Dans le devis de services professionnels, le terme *MRC* renvoie à la liste complète des MRC et des autres organismes admissibles présentée en annexe du document *Modalités d’application* du *Programme d’aide à la voirie locale 2021-2024.* [↑](#footnote-ref-2)
2. [↑](#footnote-ref-3)
3. [www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca](file:///C:/Users/bspeciel/AppData/Roaming/OpenText/OTEdit/EC_csprod/c355342345/www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca) [↑](#footnote-ref-4)